

Les répercussions de la criminalité transnationale organisée sur la sécurité des citoyens dans les Amériques et les Caraïbes: guide à l'intention des parlementaires



La criminalité transnationale organisée est une préoccupation croissante dans les Amériques et les Caraïbes, avec des implications significatives pour la sécurité régionale. Les organisations criminelles opérant dans tout l'hémisphère sont bien structurées, disposent de ressources importantes et sont étroitement interconnectées, étendant leur influence et leurs activités au-delà des frontières. Bien que souvent présentées comme un phénomène de sécurité régionale, les conséquences dévastatrices de leurs activités, qui impliquent souvent une violence extrême, se font sentir de manière particulièrement aiguë au niveau national, en particulier chez les personnes et les communautés marginalisées. Au-delà de la menace qu'elle fait peser sur la sécurité des citoyens, la criminalité organisée compromet également le développement durable et affaiblit les institutions démocratiques dans toute la région.

Adresser efficacement contre le crime organisé dans l'hémisphère reste un défi de taille, car cela nécessite à la fois de répondre à son impact immédiat sur la sécurité des citoyens et de s'attaquer aux causes profondes qui poussent les individus à rejoindre des organisations criminelles et à se livrer à des actes de violence. Malgré la complexité de ces enjeux, les parlementaires peuvent jouer un rôle essentiel dans la lutte contre le crime organisé transnational et l'atténuation de ses effets sur la population, tant par le biais d'initiatives nationales que par la promotion de la coopération régionale.

Ce document vise à aider les parlementaires des Amériques et des Caraïbes à comprendre les divers défis en matière de sécurité citoyenne posés par la criminalité transnationale organisée dans l'hémisphère. Il présente également des réponses possibles afin de contribuer à une action parlementaire inclusive et efficace sur cette question dans toute la région.

Ce guide fait partie d'une série de documents préparés à l'intention des parlementaires en vue du Xe Sommet des Amériques qui se tiendra en décembre 2025, intitulé « Bâtir un hémisphère sûr et durable avec une prospérité partagée ». Le contenu de cet outil s'inspire de la réunion virtuelle de ParlAmericas intitulée "[L'évolution du paysage de la criminalité transnationale organisée](#)", qui s'est tenue le 20 juin 2025.

Comprendre la criminalité transnationale organisée

- Les organisations criminelles sont "des groupes structurés composés d'au moins trois personnes agissant de concert pendant un certain temps, dans le but de commettre au moins un crime grave afin d'obtenir, directement ou indirectement, un avantage financier ou matériel" ([Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée](#), 2003).

- Les activités illégales des organisations criminelles varient considérablement et peuvent inclure le vol, le racket, le trafic (d'êtres humains, de drogues, d'armes, d'animaux sauvages, d'œuvres d'art et d'autres biens), la contrebande, l'extraction illégale de ressources naturelles, la cybercriminalité, le contrôle des économies locales, l'exploitation sexuelle, le blanchiment d'argent, etc. Elles recourent souvent à une violence extrême et utilisent la corruption et l'infiltration des institutions pour échapper aux forces de l'ordre.
- Le crime organisé devient **transnational** lorsque ses activités et son influence dépassent les frontières. Cette dimension transnationale s'apparente davantage à une extension du crime organisé national. Les organisations criminelles opèrent rarement exclusivement au-delà des frontières, ce qui fait des interventions au niveau national un élément essentiel pour lutter contre ce phénomène régional et mondial.
- En ce qui concerne les menaces personnelles posées par la criminalité organisée transnationale, les jeunes hommes sont les plus touchés par les homicides, tandis que les femmes et les filles constituent la majorité des victimes de la traite des êtres humains et des déplacements forcés.
- Les jeunes hommes sont également les plus susceptibles d'être recrutés par des organisations criminelles et de devenir auteurs de violences, pour des raisons qui seront abordées plus loin dans ce document. Si les femmes participent effectivement au crime organisé - notamment en tant que recruteuses dans les réseaux de traite des êtres humains et en tant que passeuses ou productrices de drogue¹- les hommes constituent néanmoins la majorité des individus impliqués.
- Le crime organisé sape les institutions démocratiques, favorise la corruption, érode la confiance du public, accapare les économies locales,² perturbe les relations internationales et entrave le développement durable. **Ses effets sont particulièrement graves pour les personnes et les populations historiquement marginalisées, qui sont touchées de manière disproportionnée par la violence, l'exploitation et l'affaiblissement des services publics.**

Tendances émergentes et évolutives de la criminalité organisée transnationale dans les Amériques et les Caraïbes

La criminalité transnationale organisée dans les Amériques et les Caraïbes évolue et devient de plus en plus complexe. Les organisations criminelles élargissent leurs marchés, diversifient leurs sources de profits et renforcent leur influence politique et leur infiltration institutionnelle.

Expansion des marchés

Au cours de la dernière décennie, le commerce de la cocaïne a atteint des niveaux sans précédent, la production en Amérique du Sud ayant doublé entre 2013 et 2018. Les trafiquants ciblent de nouveaux marchés moins risqués, tels

¹ [Rôles des femmes dans le crime organisé | Insight Crime](#); [Les femmes et le crime organisé en Amérique latine | Insight Crime](#)

² Le crime organisé s'empare des économies locales en infiltrant les marchés légitimes, en contraignant les entreprises à payer des « taxes » et des frais de protection, en blanchissant les profits illicites et en faussant la concurrence loyale par la formation de monopoles locaux. Cet enracinement économique conduit souvent à un cycle de dépendance et de vulnérabilité qu'il est difficile de briser sans une action institutionnelle coordonnée.

que l'Europe, tout en s'étendant vers l'est, en direction de la Russie et de l'Asie. En conséquence, l'Europe est devenue non seulement une destination, mais aussi une plaque tournante essentielle pour le transit de la cocaïne.

En revanche, le marché nord-américain des stupéfiants a connu une augmentation rapide de la production et du trafic de substances synthétiques, en particulier les méthamphétamines et le fentanyl. Ces dernières années, l'abus de ces drogues puissantes a augmenté de manière alarmante dans toute la région, contribuant à une forte augmentation des décès par overdose.



Figure 1 : Multiples itinéraires utilisés pour le trafic de cocaïne entre l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Europe.

Source : McDermott, Jeremy, James Bargent, Douwe den Held et Maria Fernanda Ramirez. *The Cocaine Pipeline to Europe*. Genève : Global Initiative Against Transnational Organized Crime et insight Crime, février 2021. – Page 3

Diversification

Les organisations criminelles étendent leurs activités au-delà du trafic de drogue pour inclure la traite des êtres humains, le trafic d'espèces sauvages et d'armes, le trafic de migrants, la cybercriminalité, le racket et d'autres activités illicites. Cette expansion s'étend également aux marchés légaux tels que l'extraction des ressources naturelles (par exemple, les minéraux, le bois et le poisson), le secteur de la construction, les jeux d'argent et le contrôle des chaînes d'approvisionnement.

Lorsque les organisations criminelles opèrent sur des marchés qui ne sont pas intrinsèquement illégaux, l'application de la loi devient encore plus difficile, car la frontière entre légal et illégal devient de plus en plus floue³. Ces opérations sont souvent menées par le biais de façades légales ou en collusion avec des acteurs agréés, ce qui rend leur détection et leur responsabilisation plus difficiles. De plus, l'implication dans les marchés légaux nécessite la corruption, voire la cooptation, d'un plus large éventail d'acteurs publics et privés. Cela non seulement érode la bonne gouvernance, mais renforce également le pouvoir de négociation et le pouvoir politique de ces groupes.

Les méthodes de paiement évoluent également comme moyen d'échapper à la détection financière par les organismes chargés de l'application de la loi. Par exemple, les criminels nord-américains utilisent des armes à feu comme moyen de paiement pour les drogues trafiquées en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Influence politique

Dans de nombreux pays d'Amérique latine, les organisations criminelles étendent leur influence sur la sphère politique locale, en ciblant les mairies et les bureaux des gouverneurs, alors qu'elles se concentraient auparavant sur les présidences ou les assemblées législatives nationales dans les années 1980 et 1990. Cette stratégie s'est avérée plus efficace, permettant aux groupes criminels d'éroder l'État de droit et d'influencer les décisions politiques qui leur sont favorables, sans l'exposition ni les coûts associés à une implication au niveau national.

Cette tendance a également pour conséquence une influence croissante sur les élections locales, souvent obtenue par l'intimidation ou l'achat de votes, parfois en fournissant des services de base aux communautés.

Le contrôle criminel sur des zones entières dans les périphéries urbaines est également une préoccupation croissante. Cette domination territoriale confère aux groupes criminels un pouvoir significatif: elle leur permet de maintenir l'ordre interne, de repousser leurs rivaux et les forces de l'ordre et, dans certains cas, d'imposer des taxes aux résidents et aux entreprises opérant dans ces zones.

Conséquences de la criminalité transnationale organisée sur la sécurité des citoyens dans les Amériques et les Caraïbes

La criminalité transnationale organisée est souvent décrite dans les médias, les débats politiques et les conventions internationales comme un phénomène qui opère principalement dans la sphère internationale, ce qui conduit à penser que les États en sont les principales victimes. Si les États subissent effectivement des dommages institutionnels et économiques, cette vision néglige le fait que les organisations criminelles sont enracinées dans des contextes nationaux et que leurs effets les plus directs et les plus dévastateurs sont ressentis par les individus et les communautés.

Les organisations criminelles recourent fréquemment à des violences extrêmes – notamment des violences sexuelles, des actes de torture et des homicides – comme moyens d'intimidation, de coercition, de représailles et de contrôle sur des zones et des populations spécifiques. Les niveaux de violence liés au crime organisé ont tendance à être plus élevés

³ Bien que la présence d'acteurs illégaux sur les marchés légaux ne soit pas un phénomène nouveau, l'objectif de cette présence est en train de changer. Traditionnellement, ces marchés servaient principalement de canaux pour blanchir les profits issus d'activités illégales. Aujourd'hui, cependant, les groupes criminels considèrent également ces marchés comme des sources de profits.

dans les zones où des factions rivales se disputent le contrôle du territoire ou des ressources. Ces conflits entraînent souvent le déplacement des populations locales qui cherchent à échapper à la violence. En outre, ces groupes sont de plus en plus impliqués dans la traite des personnes, qui touche de manière disproportionnée les femmes et les filles.

Ensemble, les homicides, la traite des êtres humains et les déplacements forcés constituent les principales menaces que fait peser la criminalité transnationale organisée sur les populations. **Des données supplémentaires sur chacun de ces risques sont présentées ci-dessous:**

Homicide ⁴

Aujourd'hui, la violence liée au crime organisé est responsable de plus de décès dans le monde que les guerres, les conflits civils et le terrorisme réunis.⁵ L'Amérique latine et les Caraïbes sont, de loin, les régions les plus touchées par cette forme de violence. Bien que plusieurs pays de la région, en particulier en Amérique centrale, aient enregistré une baisse des taux d'homicides, **les Amériques et les Caraïbes affichent toujours le taux d'homicides régional le plus élevé au monde.** Alors que la moyenne mondiale est de 5,8 homicides pour 100 000 habitants, le taux dans les Amériques et les Caraïbes a atteint 20,2 en 2024. Cela représente plus de 120 000 homicides, dont la moitié étaient liés au crime organisé.⁶

À l'échelle mondiale, la grande majorité des victimes d'homicide sont des hommes et des garçons, qui représentent en moyenne 81 % de l'ensemble des victimes. En Amérique latine et dans les Caraïbes, cette proportion atteint 91 %, révélant ainsi un schéma de violence mortelle profondément marqué par le genre. **Les jeunes hommes et les garçons âgés de 15 à 29 ans sont particulièrement vulnérables:** Le taux d'homicides parmi ce groupe atteint 53,6 pour 100 000 habitants, contre seulement 2,8 en Europe.⁷

Un autre aspect critique des homicides dans la région est la prévalence des armes à feu. Alors que la moyenne mondiale des homicides liés aux armes à feu est de 40 %, près de 70 % des homicides commis dans les Amériques et les Caraïbes impliquent des armes à feu. Ces chiffres soulignent l'importance de lutter contre le trafic d'armes à feu, qui constitue un élément clé des menaces pour la sécurité des citoyens posées par la criminalité transnationale organisée.

⁴ Bien que le crime organisé ne soit pas la seule cause des homicides, ceux-ci restent l'indicateur le plus fiable de la violence criminelle organisée, en particulier dans les Amériques et les Caraïbes. En revanche, la collecte de données sur d'autres formes de crimes violents souvent associés aux gangs criminels, tels que la torture et les violences sexuelles, et leur attribution directe au crime organisé sont beaucoup plus difficiles pour les forces de l'ordre.

⁵ Les conflits armés et le terrorisme ont causé 116 000 décès dans le monde, tandis que 440 000 personnes ont été victimes d'homicides volontaires. 40 % des homicides dans le monde, soit 176 000, sont liés au crime organisé. ([Étude mondiale sur les homicides 2023](#))

⁶ Pour en savoir plus sur les taux et les tendances en matière d'homicides par pays, consultez: [Résumé des homicides de 2024](#) | InSight Crime

⁷ [Homicides et crime organisé en Amérique latine et dans les Caraïbes](#) | UNODC

Traite des êtres humains

La traite des êtres humains est la troisième source de revenus illicites pour les organisations criminelles en Amérique latine, après le trafic de drogue et d'armes.⁸ Selon le [Rapport mondial 2024 sur la traite des personnes publié par l'ONU](#), **la traite des êtres humains touche de manière disproportionnée les femmes et les filles**. En Amérique centrale et dans les Caraïbes, 52% des victimes sont des filles et 30% sont des femmes, ce qui représente ensemble 82% de l'ensemble des victimes de la traite. L'Amérique du Sud affiche des tendances similaires, avec 45% de femmes et 17% de filles parmi les personnes victimes de la traite. Dans l'ensemble, 62% des cas de traite des êtres humains sont liés à l'exploitation sexuelle.

Déplacement

La violence généralisée et le crime organisé sont les principaux facteurs à l'origine des déplacements forcés dans la région. À mesure que les organisations criminelles étendent leur contrôle, les individus sont de plus en plus exposés à l'extorsion, au recrutement forcé et à la violence sexuelle et sexiste. Pour beaucoup, en particulier les femmes et les enfants, partir devient le seul moyen de survivre.

Haïti offre un exemple frappant de la manière dont les activités criminelles peuvent déclencher une crise de déplacement. Les groupes armés du pays forcent souvent des communautés entières à quitter leurs foyers afin d'éliminer la présence de l'État et de réprimer la résistance locale. En déplaçant les habitants, les gangs haïtiens créent des "zones tampons" entre leurs bastions et les territoires environnants, ce qui leur offre une protection contre les opérations de sécurité.

En conséquence, plus de 1.3 million de personnes sont actuellement déplacées en Haïti, dont 55% sont des femmes et des enfants. En 2024, les déplacements en Haïti représentaient les trois quarts de tous les déplacements liés à la criminalité dans le monde.⁹

Les implications de la criminalité transnationale organisée en matière de sécurité des citoyens vont au-delà de la violence physique directe. Ces réalités peuvent également affecter émotionnellement et psychologiquement les familles et des communautés entières, en raison de la perte d'êtres chers et de la crainte persistante pour leur sécurité personnelle. De plus, **la présence de la violence criminelle crée souvent un cercle vicieux d'instabilité politique, sociale et économique, perturbant la fourniture des services publics de base, entravant le développement durable et aggravant les inégalités et les vulnérabilités.**

⁸ [Les succès \(et les difficultés\) de l'Amérique latine dans la lutte contre la traite des êtres humains](#) | InSight Crime

⁹ [L'utilisation des déplacements comme arme par les gangs en Haïti](#) | Global Initiative

Données à retenir:

- Les taux d'homicides dans les Amériques et les Caraïbes sont les plus élevés au monde (20.2 pour 100 000 habitants), 50% des meurtres étant liés au crime organisé et 91% des victimes étant des hommes et des garçons.
- Les armes à feu sont utilisées dans près de 70% des homicides dans la région, ce qui dépasse de loin la moyenne mondiale.
- La traite des êtres humains est une source de revenus importante pour les groupes criminels, les femmes et les filles représentant plus de 80% des victimes en Amérique centrale et dans les Caraïbes, la plupart d'entre elles étant victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle.
- La violence criminelle entraîne des déplacements massifs: plus d'un million de personnes en Haïti et 7 millions en Amérique du Sud ont été déplacées de force, la majorité d'entre elles étant des femmes et des enfants.

Lutter contre les risques pour la sécurité des citoyens posés par la criminalité transnationale organisée

La lutte contre la criminalité transnationale organisée nécessite une approche globale qui concilie prévention et **répression**. Pour les parlementaires, cela signifie promouvoir des politiques qui non seulement permettent de réduire la violence et de démanteler les réseaux criminels, mais aussi de favoriser un développement inclusif, de renforcer les institutions publiques et de protéger les victimes et les personnes les plus vulnérables à la violence, en se basant sur des données reflétant les impacts différentiels auxquels elles sont confrontées.

Prévention de la criminalité transnationale organisée

Le moyen le plus efficace de lutter contre le crime organisé consiste à prévenir toute implication dans ce type d'activités, en s'appuyant sur une bonne compréhension des profils des personnes qui s'engagent dans des activités criminelles et des causes profondes de cette implication. Dans les Amériques et les Caraïbes, comme le souligne ce document, les jeunes hommes constituent la majorité des membres de base des groupes de trafiquants de drogue, des milices, des gangs et d'autres entités criminelles organisées.¹⁰ Analysis highlights two key factors that must be considered and addressed to prevent this reality:

- **Le besoin d'appartenance, la pauvreté, le chômage, le manque d'accès à une bonne éducation et la recherche d'une meilleure qualité de vie** sont tous considérés par les spécialistes comme des facteurs clés motivant la participation au crime organisé.¹¹ Ces facteurs de risque correspondent étroitement aux préoccupations

¹⁰ [Homicides et crime organisé en Amérique latine et dans les Caraïbes](#)

¹¹ Pour une analyse plus approfondie du recrutement et de l'engagement dans le crime organisé, voir: [Beyond Money, Power, and Masculinity: Toward an Analytical Perspective on Recruitment to Mexican Drug Trafficking Organizations | Chomczyński, Piotr A, Roger Guy, and Elena Azaola | International Sociology \(2023\)](#).

exprimées dans toute la région, en particulier parmi les jeunes hommes vivant dans des communautés défavorisées, concernant l'accès limité à une éducation de qualité et à des opportunités d'emploi décentes.¹²

- L'environnement dans lequel grandissent les garçons joue également un rôle important dans leur propension à s'engager dans des organisations criminelles. **Les garçons qui sont témoins de violences commises par des hommes ou qui ont des proches impliqués dans des activités criminelles sont plus susceptibles de suivre une voie similaire.**¹³ Cela est particulièrement pertinent dans les Amériques et les Caraïbes, où les données de l'UNICEF pour 2022 montrent que près de deux enfants sur trois âgés de 1 à 14 ans subissent des punitions violentes à la maison. De plus, avec une femme sur quatre dans la région ayant subi au moins une fois dans sa vie des violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire, la normalisation de la violence au sein du foyer est encore plus marquée.¹⁴

Chacun de ces facteurs a une influence particulière sur les hommes qui se livrent au crime organisé, car ils remettent en question ou renforcent les notions traditionnelles de masculinité. Les hommes ont toujours été considérés comme les soutiens de famille, et lorsqu'ils ne peuvent remplir ce rôle grâce à l'éducation et à l'emploi, les activités criminelles peuvent sembler offrir une alternative. Rejoindre des groupes criminels devient un moyen d'affirmer sa masculinité, souvent en imitant des comportements associés à la violence et à la domination qui sont liés de manière néfaste à l'identité masculine. En fin de compte, la perspective d'acquérir un sentiment d'appartenance, de pouvoir ou de statut social fait du crime organisé une voie attrayante pour certains qui passent de l'enfance à l'âge adulte.

Ces réalités soulignent l'importance des stratégies de prévention qui s'attaquent aux stéréotypes sexistes préjudiciables et répondent aux désavantages économiques qui favorisent la vulnérabilité. Parallèlement, les efforts visant à éliminer d'autres formes de violence – telles que la violence familiale et la violence sexiste – constituent des priorités essentielles et complémentaires.



Exemple de bonne pratique en matière d'action préventive

[Becoming a Man - Devenir un homme \(BAM\)](#)

Ce programme scolaire est une initiative menée par la société civile et basée à Chicago, aux États-Unis. Il s'adresse aux garçons âgés de 12 à 17 ans issus de communautés défavorisées, en particulier les Afro-Américains et les Latinos, qui risquent de décrocher de l'école ou de se livrer à des activités criminelles. Le programme comprend des séances de groupe hebdomadaires avec un mentorat individuel, utilisant des techniques de thérapie cognitivo-comportementale pour aider les participants à reconnaître et à modifier leurs schémas de pensée et de comportement néfastes. BAM offre aux jeunes hommes un espace sûr où ils peuvent réfléchir à leur vie, se fixer des objectifs et acquérir une

¹² [JRC Publications Repository - Youth Perspectives in Latin America and the Caribbean; Evidence from Latinobarómetro survey](#)

¹³ Cela s'étend également à d'autres formes de violence, une étude menée par [ONU Femmes Caraïbes](#) ayant révélé que "les hommes exposés à la violence domestique pendant leur enfance étaient plus susceptibles de devenir auteurs de violences conjugales à l'âge adulte." (pg. 21).

¹⁴ "[Au moins 11 femmes sont victimes de féminicide chaque jour en Amérique latine et dans les Caraïbes,](#)" communiqué de presse, ECLAC (November 22, 2024)

compréhension plus saine de ce que signifie “être un homme”. Des études ont montré que le programme BAM a considérablement réduit le nombre d'arrestations pour crimes violents et amélioré l'assiduité scolaire, avec une baisse pouvant atteindre 50% des arrestations et une augmentation de 19% du taux de réussite au secondaire. Le programme est également rentable, car les retours sur investissement à long terme sont estimés entre 5 et 30 dollars pour chaque dollar investi.

La prévention dans votre contexte - questions clés à examiner par les parlementaires

- ? Quels sont les principaux facteurs de risque dans mon pays qui rendent les individus, en particulier les jeunes, plus vulnérables au recrutement par des groupes criminels organisés? Comment ces facteurs varient-ils en fonction du sexe, du lieu de résidence, du statut socio-économique et d'autres caractéristiques identitaires?
- ? Les politiques et programmes existants s'attaquent-ils de manière adéquate aux causes profondes de l'implication dans la criminalité?
- ? Existe-t-il des partenariats entre le gouvernement, la société civile et les communautés pour mettre en œuvre et suivre les initiatives préventives?

Lutter contre la criminalité transnationale organisée

Même si les stratégies préventives constituent l'approche la plus efficace, la plus respectueuse des droits et la plus rentable, des mesures de riposte sont également nécessaires pour lutter contre les organisations criminelles déjà établies et atténuer les effets persistants de leurs activités.

La principale stratégie de lutte contre le crime organisé en Amérique latine et en Amérique du Nord repose sur l'incarcération et le déploiement de forces policières et militaires pour combattre les réseaux criminels. Cette approche a toutefois été associée à une augmentation de la violence urbaine, à des incarcérations massives, au profilage racial et à des violences policières disproportionnées et ciblées sur certaines ethnies, ainsi qu'à la mort d'agents des forces de l'ordre. Cette stratégie s'est également révélée inefficace pour endiguer complètement les activités criminelles aux niveaux national et transnational, comme en témoignent la croissance continue et l'évolution des tendances du crime organisé dans la région.

De plus, l'incarcération de masse a été associée à des taux plus élevés d'engagement des jeunes dans des organisations criminelles, car les prisons servent souvent de terrains de recrutement.¹⁵ Cette approche est également coûteuse, puisqu'elle nécessite des milliards de dollars de dépenses publiques dans toute la région. Ces réalités suggèrent la nécessité de mesures complémentaires pour lutter contre le crime organisé.¹⁶

¹⁵ Au cours des 24 dernières années, les taux d'incarcération en Amérique du Sud et en Amérique centrale ont augmenté respectivement de 224% et 101%. ([Les coûts cachés de l'incarcération de masse](#) | IISS)

¹⁶ [La guerre contre la drogue : gaspillage de milliards et affaiblissement des économies](#) | Transform Drug Policy Foundation ; [La guerre contre la drogue et la crise des droits humains au Mexique](#) | InSight Crime ; [Étude annuelle sur les politiques en matière de drogues et l'opinion publique en Amérique latine 2014-2015](#) | IDPC ; [L'économie de la guerre contre la drogue](#) | Open Society Foundation ; [et La guerre](#)

Bien que les stratégies de prévention offrent des solutions à long terme, des mesures qui livrent des résultats à moyen et court terme sont aussi essentielles pour mitiger les menaces immédiates à la sécurité des citoyens posées par les organisations criminelles. Pour y arriver, il faut une approche qui prend aussi en compte les besoins des victimes et des personnes les plus vulnérables, avec l'objectif de créer des résultats significatifs et durables. Quelques éléments clés d'une réponse potentielles sont décrits ci-dessous.

- ✓ **Améliorer les canaux de signalement et l'accès à la justice:** Garantir l'accès à la justice et renforcer les mécanismes de signalement sont essentiels pour recueillir des renseignements sur les réseaux criminels et apporter une aide aux victimes. La création de canaux de signalement anonymes permet aux victimes et aux témoins de se manifester tout en les protégeant contre les représailles des agents criminels. Des mécanismes de signalement spécifiques à certains types d'infractions – telles que les lignes d'assistance téléphonique pour les victimes de violences sexuelles, gérées par du personnel spécialement formé – peuvent offrir un environnement plus sûr et plus favorable aux victimes et aux survivants, ce qui augmente les chances que les faits soient signalés. Ces mécanismes sont essentiels non seulement pour permettre aux victimes d'accéder au système judiciaire, mais aussi pour générer des renseignements précieux qui soutiennent les opérations ciblées contre les réseaux criminels.

- ✓ **Favoriser la coopération à plusieurs niveaux et entre plusieurs acteurs:** La coopération entre les agences nationales de sécurité publique, les organisations de la société civile (OSC) et les organismes internationaux est essentielle pour élaborer des réponses inclusives, fondées sur les droits et efficaces à la criminalité transnationale organisée. Chaque acteur apporte des atouts uniques: les agences de sécurité fournissent des capacités en matière d'application de la loi et de renseignement; les OSC offrent des informations au niveau communautaire et local, un soutien aux victimes et une défense des communautés marginalisées; et les organisations internationales fournissent des financements, une expertise technique et une coordination transfrontalière.
 - La coopération transfrontalière entre les services de sécurité publique est un autre pilier de la lutte contre la criminalité transnationale organisée, car elle permet le partage de renseignements et facilite les efforts d'enquête conjoints.
 - La collaboration entre ces acteurs favorise l'identification des tendances et la mise en œuvre de stratégies efficaces et harmonisées. Elle contribue également à instaurer la confiance entre les institutions étatiques et le public, un élément essentiel de la sécurité des citoyens et de la gouvernance démocratique.

- ✓ **Lutter contre la corruption et promouvoir la bonne gouvernance:** La corruption peut se manifester à plusieurs niveaux et impliquer divers acteurs - depuis les agents de sécurité frontalière qui acceptent des pots-de-vin pour faciliter le trafic jusqu'aux grandes entreprises qui blanchissent les produits du crime, en passant par les politiciens qui ferment les yeux sur les activités des organisations criminelles, voire en tirent profit. Chaque niveau et chaque type de corruption nécessite une réponse adaptée.

[contre la drogue, significations raciales et racisme structurel : une approche holistique et reproductive](#) | Rosino et Hughey | [The American Journal of Economics and Sociology](#) (2018)

- Cependant, il existe des stratégies communes qui constituent des éléments fondamentaux dans la lutte contre la corruption : protéger les lanceurs d'alerte ; promouvoir la confiance et l'engagement civiques par le biais de partenariats avec les organisations de la société civile (OSC) et leur autonomisation ; adopter des normes internationales ; et coopérer avec les organisations internationales pour surveiller les institutions publiques et les fonctionnaires. Les campagnes éducatives visant à sensibiliser aux effets de la corruption, ainsi que les programmes d'éducation civique qui promeuvent les valeurs démocratiques auprès des jeunes, constituent également des stratégies importantes à long terme. De plus, garantir l'indépendance des pouvoirs publics renforce les mécanismes de contrôle et de responsabilité.
- ✓ **Sécurité des frontières:** Le renforcement des mesures répressives aux frontières est essentiel pour lutter contre la traite des êtres humains, la contrebande et le trafic de drogues, d'armes, d'espèces sauvages et d'autres marchandises illicites. L'amélioration des technologies utilisées par les agents chargés du contrôle des frontières peut également constituer une stratégie efficace et efficiente pour améliorer les capacités de détection et de répression.



Exemples de bonnes pratiques dans la lutte contre le crime organisé

[Disque Denúncia - Rio de Janeiro, Brazil](#)

La création du *Disque Denúncia* (ligne téléphonique dédiée au signalement des crimes) dans l'État de Rio de Janeiro, au Brésil, en 1995, est un exemple réussi de stratégie mise en place pour lutter contre la sous-déclaration, l'un des principaux défis dans la lutte contre les organisations criminelles. Le *Disque Denúncia* est une initiative collaborative entre le gouvernement et le secteur privé qui met à la disposition du public une ligne téléphonique confidentielle et totalement anonyme, accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. La confidentialité est essentielle pour lutter contre la sous-déclaration, car de nombreuses victimes et témoins ont peur de se manifester, craignant des représailles et se méfiant des forces de l'ordre en raison de l'infiltration des organisations criminelles et de la corruption. L'initiative est financée par des fonds privés et tous les signalements sont transmis au Secrétariat à la sécurité de la municipalité où le crime a été commis. Au fil du temps, elle est également devenue un outil précieux pour les services de renseignement et la collecte de données de la police, en particulier pour analyser l'évolution de ces activités criminelles au fil du temps. Le succès de cette initiative a incité de nombreux autres États brésiliens à créer leur propre *Disque Denúncias* et à étendre le concept à des canaux de signalement spécialisés contre les violences sexuelles et sexistes et d'autres crimes spécifiques.

[Track4TIP - UNODC](#)

Transformer les alertes en mesures pénales pour lutter contre la traite des personnes dans les flux migratoires (Track4TIP) était une initiative régionale menée entre 2019 et 2024 sous l'égide de l'ONUDC. Mis en œuvre dans huit pays d'Amérique latine et des Caraïbes, le projet visait à renforcer les mesures pénales contre la traite des personnes dans les flux migratoires, en particulier celles impliquant des migrants vénézuéliens.

Adoptant une approche centrée sur les victimes, Track4TIP avait pour principaux objectifs: 1) renforcer les capacités nationales à identifier les victimes et leur permettre de signaler en toute sécurité les cas de traite des êtres humains ; 2) mener des recherches et diffuser des informations afin de mieux informer les migrants et aider les services répressifs à recueillir des renseignements sur les réseaux de traite des êtres humains ; et 3) améliorer la coordination et la coopération régionales en matière d'enquêtes et de poursuites judiciaires dans les affaires de traite des êtres humains. La mise en œuvre du programme a entraîné une augmentation du nombre de poursuites judiciaires dans les affaires de traite des êtres humains et de l'identification des victimes et des survivants. Le programme a également renforcé les canaux de coopération entre les institutions nationales et les organisations de la société civile.¹⁷

Répondre aux conséquences de la criminalité transnationale organisée dans votre contexte

- questions clés à examiner par les parlementaires:

- ? Quel rôle joue notre pays dans les réseaux criminels transnationaux : en tant que pays d'origine, de transit ou de destination, ou à un autre titre?
- ? Comment les organisations criminelles dans notre pays affectent-elles la sécurité des citoyens, favorisent-elles la corruption et compromettent-elles la bonne gouvernance dans notre pays?
- ? Quelles sont les communautés et les localités les plus touchées ? Comment les femmes, les hommes, les garçons et les filles sont-ils affectés différemment dans ces endroits ? Existe-t-il des mécanismes pour répondre à leurs besoins spécifiques?
- ? Dans quelle mesure les canaux de signalement existants sont-ils fiables, et quelles améliorations pourraient être apportées pour renforcer ces mécanismes et réduire le sous-signalement?
- ? Quels acteurs, y compris les organisations de la société civile (OSC) et les organisations internationales, mettent en œuvre des stratégies efficaces au niveau communautaire pour atténuer les risques en matière de sécurité et soutenir les victimes/survivants et leurs familles ? Comment puis-je m'engager auprès de ces acteurs pour instaurer la confiance et promouvoir la sécurité des citoyens?
- ? Dans quelle mesure les services de sécurité aux frontières de mon pays sont-ils financés, équipés sur le plan technologique et formés de manière professionnelle?

Prochaines étapes pour l'action parlementaire

Lorsqu'il s'agit de lutter contre le crime organisé - qu'il soit transnational ou national - il est essentiel de reconnaître que l'État ne peut agir seul. Il est essentiel d'impliquer la société civile, les organisations internationales et le monde universitaire, et de coopérer avec d'autres pays afin de bien comprendre ce problème et d'y répondre efficacement à l'aide de stratégies fondées sur des données probantes et centrées sur les victimes. Les experts soulignent également

¹⁷ Bien que son mandat ait pris fin en 2024, le programme a laissé un héritage important aux pays participants, qui peut être partagé grâce à la coopération régionale et à l'engagement entre les agences nationales, favorisant ainsi le renforcement des capacités dans tout l'hémisphère.

qu'il n'existe pas de solution unique pour prévenir ou lutter contre la criminalité: si les expériences peuvent être partagées, les stratégies doivent être adaptées à chaque contexte spécifique.

Dans cette optique, voici les stratégies et les prochaines étapes que les parlementaires peuvent mettre en œuvre pour soutenir des réponses efficaces à la criminalité transnationale organisée:

- ✓ **Familiarisez-vous avec les accords et instruments internationaux et régionaux** liées au crime organisé et aux questions connexes. Cela vous permettra de mieux comprendre les normes et les bonnes pratiques pertinentes et vous aidera à évaluer les progrès réalisés par les pays pour respecter leurs engagements.¹⁸
- ✓ **Réviser la législation nationale** sur le crime organisé et les thèmes connexes afin d'évaluer la conformité avec les normes internationales et régionales - en particulier en ce qui concerne les vulnérabilités spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons face aux risques liés à la sécurité des citoyens.
- ✓ **Rechercher des données ventilées** sur les tendances en matière de criminalité organisée dans votre pays, y compris les personnes les plus impliquées et les plus touchées par les activités criminelles - ventilées par sexe, âge, lieu, origine ethnique et autres marqueurs identitaires. En l'absence de telles données, plaidez en faveur de leur collecte.
- ✓ **Collaborer avec des groupes de réflexion, des universités et des organismes de collecte de données** afin d'améliorer la qualité et la disponibilité des données sur le crime organisé et ses répercussions.
- ✓ **Plaider en faveur de la création de canaux de signalement anonymes spécifiques à certains types de crimes** pour réduire le nombre de cas non signalés et améliorer l'accès à la justice et aux services d'aide lorsque cela est nécessaire. Veiller à ce que les personnes chargées de traiter les signalements, en particulier ceux concernant des violences sexuelles ou sexistes, reçoivent une formation appropriée.
- ✓ **Renforcer les partenariats avec les organisations de la société civile (OSC)** et soutenir les initiatives communautaires visant à instaurer la confiance et à créer des canaux de communication entre la société civile et la sphère législative. Utiliser les enseignements tirés de ces partenariats pour compléter les données quantitatives par des informations sur le terrain et éclairer l'action législative.
- ✓ **Promouvoir des programmes inclusifs et accessibles** qui offrent des alternatives viables et durables aux jeunes vulnérables au recrutement par des organisations criminelles - en particulier dans les domaines de l'éducation et de l'emploi de qualité.
- ✓ **Collaborer avec des organisations internationales** tels que le Fonds des Nations Unies pour la paix et l'action humanitaire en faveur des femmes et le Réseau international pour la législation sur les drogues de l'ONUDC, ainsi que des mécanismes régionaux tels que le Cadre stratégique pour la sécurité et la justice de la Banque de

¹⁸ Voici quelques exemples d'instruments et d'accords [Convention de Palerme](#), [Les réunions des ministres chargés de la sécurité publique \(MISPA\)](#), [CARICOM-IMPACS](#), [Initiative pour la sécurité dans le bassin des Caraïbes](#), [Stratégie de sécurité centraméricaine | SICA](#), [Plan d'action hémisphérique contre la criminalité transnationale organisée | OEA](#), [Convention interaméricaine contre la corruption \(B-58\)](#), [Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues \(CICAD\) - OEA](#), et [Département contre la criminalité transnationale organisée \(DIOC\) | OEA](#).

développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, afin d'accéder à des informations pertinentes, des financements et des possibilités de renforcement des capacités adaptés à leurs besoins.

- ✓ **Collaborer avec d'autres parlementaires des Amériques et des Caraïbes** pour partager des expériences, échanger des bonnes pratiques et favoriser la coopération régionale en vue d'un cadre législatif harmonisé pour lutter contre la criminalité transnationale organisée.

Ressources utiles pour les données et l'analyse

- [InSight Crime](#) (rapports disponibles en anglais et en espagnol)
 - [Bilan des homicides 2024 d'InSight Crime](#)
- [Office des Nations Unies contre la drogue et le crime](#)
 - [Étude mondiale sur les homicides 2023](#)
 - [Homicides et crime organisé en Amérique latine et dans les Caraïbes](#)
 - [Dispositions législatives types contre le crime organisé](#)
- [Consortium international sur les politiques en matière de drogues](#)
- [Organisation internationale pour les migrations - Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes](#)
- [Institut international d'études stratégiques](#)
- [Département contre la criminalité transnationale organisée \(DTCO\) - OEA](#)
- [Fonds des Nations Unies pour la paix et l'action humanitaire des femmes](#)
- [Rapport mondial sur la traite des personnes 2024 - ONUDC](#)



Ce document a été rendu possible grâce au généreux soutien du gouvernement du Canada par l'intermédiaire d'Affaires mondiales Canada. Publié en août 2025.